

ARRETE PREFECTORAL

COMPLEMENTAIRE N°2014016-0021

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) et ses articles L 513-1 et R 512-31 ;

VU la nomenclature des installations classées définie en annexe à l'article R 511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2004-02771 du 4 mars 2004 réglementant l'ensemble des installations exploitées par la société ACETEX INTERMEDIATES sur son site de Salaise sur Sanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-04068 du 26 mai 2010 pris dans le cadre de la clôture du bilan de fonctionnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-06848 du 23 août 2010 imposant la réalisation d'une étude en vue de réduire les prélèvements d'eau dans la nappe ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-07125 du 20 septembre 2010 pris dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;

VU l'étude de dangers du site fournie le 21 septembre 2010 et complétée le 8 juillet 2013 ;

VU le courrier du 22 février 2011 de demande de mise à jour du tableau des activités de l'arrêté préfectoral cadre et sur la réduction de la capacité de production autorisée ;

VU la lettre en date du 9 décembre 2013 invitant l'exploitant à se faire entendre par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 19 décembre 2013 ;

VU la lettre en date du 9 décembre 2013 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral concernant son établissement ;

CONSIDERANT qu'il convient d'acter la clôture de l'étude de dangers de la société ACETEX INTERMEDIATES sise sur la plate-forme chimique de Roussillon ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre à jour la situation administrative et le tableau des installations exploitées par la société ACETEX INTERMEDIATES sur la plate-forme chimique de Roussillon ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article R 512-31 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société ACETEX INTERMEDIATES sise sur la plate-forme chimique de Roussillon, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er –

La société ACETEX INTERMEDIATES est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires ci-annexées, relatives à l'exploitation de son établissement situé sur la plate-forme chimique de Roussillon, CS 50032, 38556 St Maurice l'Exil.

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral cadre n°2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogé et remplacé par les prescriptions annexées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

ARTICLE 3-

L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R 512-69 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 4-

Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 5-

En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant ce dernier, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R 512-39-1 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R 512-39-2 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 6-

Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de SALAISE SUR SANNE et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 -

En application des articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours des tiers continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 9 -

La Secrétaire Générale par intérim de la préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de Vienne, le maire de SALAISE SUR SANNE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société intéressée.

Grenoble, le 16 JAN. 2014
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale par intérim

Pascale PREVEIRAULT



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2014-016-002-1

En date du 16 JAN. 2014

Pour le Préfet et par délégation

La Secrétaire Générale par intérim

Pascale PREVEYRAULT

ANNEXE

Proposition de prescriptions complémentaires ACETEX INTERMEDIATES Plate-forme chimique de Roussillon

ARTICLE 1

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral cadre n°2004-02771 du 4 mars 2004 modifié réglementant l'ensemble des installations exploitées sur le site de la société ACETEX INTERMEDIATES, plate-forme chimique de Roussillon, rue Gaston Monmousseau, CS 50032, 38556 Saint-Maurice l'Exil est abrogé et remplacé par l'article 1^{er} suivant :

ARTICLE 1^{er}

La société ACETEX INTERMEDIATES, plate-forme chimique de Roussillon, rue Gaston Monmousseau, CS 50032, 38556 Saint-Maurice l'Exil est autorisée à exploiter une unité de production et de stockage d'anhydride acétique à cette adresse.

Les diverses activités classées exploitées dans l'établissement de cette société sont répertoriées dans la liste suivante :

- la fabrication de gaz inflammable « cétène » (45 t/j), la quantité présente étant inférieure à 50 t (1t), soumise à autorisation sous la rubrique n°1410 située dans l'atelier anhydride acétique,
- la fabrication de liquide inflammable (anhydride acétique) pour une capacité de 99 t/j, soumise à autorisation sous la rubrique n°1431 située dans l'atelier anhydride acétique,
- un stockage de liquides inflammables de 1800 t (anhydride acétique et acide acétique concentrés) soumis à autorisation sous la rubrique n°1432-2-a situé dans la zone de stockage,
- des installations d'emploi de liquides inflammables (acide acétique, anhydride acétique), la quantité susceptible d'être présente étant de 10 t (acide acétique) dans l'atelier de fabrication d'anhydride acétique et de 18 t (anhydride acétique) dans l'atelier de distillation d'une capacité de 120 t/j, soumises à autorisation sous la rubrique n°1433-B-a,
- des installations de chargement/déchargement de liquides inflammables (chargement de wagons, camions d'anhydride acétique) (45 m3/h) desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation sous la rubrique 1434-2,
- une installation de combustion (four à gaz méthane) d'une puissance thermique de 4MW soumise à déclaration sous la rubrique n°2910-A-2 située dans l'atelier anhydride acétique,
- une installation de combustion (four à gaz méthane + gaz de queue dit abgaz) d'une puissance thermique de 4MW soumise à autorisation sous la rubrique n°2910-B située dans l'atelier anhydride acétique,
- une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air dont la puissance thermique évacuée est inférieure à 2000 KW (pas du type circuit primaire fermé), soumis à déclaration sous la rubrique n°2921-1-b.

ARTICLE 2

Le tableau des activités classées de l'article 1^{er} des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral cadre n°2004-02771 du 4 mars 2004 modifié réglementant l'ensemble des installations exploitées sur le site de la société ACETEX INTERMEDIATES, plate-forme chimique de

Roussillon, rue Gaston Monmousseau, CS 50032, 38556 Saint-Maurice l'Exil est abrogé et remplacé par le tableau des activités classées suivant :

Rubrique	Produits ou activités	Volume des activités	Régime	Rayon d'affichage	Atelier	Localisation
1410-2	Fabrication de gaz inflammable cétène (45t/j)	< 1t	A	3	Atelier Anhydride	H 14-15
1431	Fabrication de liquide inflammable de 1 ^{ère} catégorie (anhydride acétique)	99 t/j	A	3	Atelier Anhydride	H 14-15
Total 1432-2-a	<u>Stockage de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie:</u> -acide acétique (99,5 et 100%) -Anhydride acétique (90 et 99,5)	300 t 1500 t	A	2	Zone de stockage Zone de stockage	H16 H16
		1800 t				
Total 1433-B-a	<u>Installations d'emploi de liquides inflammables :</u> -Acide acétique -Distillation de l'anhydride acétique (120 t/j)	10 t 18 t	A	2	Atelier Anhydride Atelier Anhydride	H15 H15
	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables	28 t				
Total 1434-2	-Installations de chargement/déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation (chargement de wagons, camions d'anhydride)	45 m ³ /h	A	1	Anhydride	I 16, H 16
		45 m ³ /h				
2910-A2	Installation de combustion (four à gaz méthane)	4 MW	D		Anhydride	H 14/15
2910-B	Installation de combustion (four à gaz méthane + gaz de queue)	4 MW	A	3	Anhydride	H14-15
2921-1-b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) Puissance thermique évacuée inférieure à 2000 KW (pas du type circuit primaire fermé)	1930 KW	D			H 16

3410-b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que : hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes»,	99 t/	A	3	Anhydride	H 14/15
---------------	---	-------	---	---	-----------	---------

ARTICLE 3

Les prescriptions figurant à l'article deux des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral cadre n°2004-02771 du 4 mars 2004 modifié réglementant l'ensemble des installations exploitées sur le site de la société ACETEX INTERMEDIATES, plate-forme chimique de Roussillon, rue Gaston Monmousseau, CS 50032, 38556 Saint-Maurice l'Exil sont complétées et modifiées comme indiqué ci-après :

-Le 4^{ème} alinéa de l'article 4.1.2. Prélèvement d'eau est remplacé par :

- La consommation d'eau pour la société ACETEX INTERMEDIATES SAS est limitée à 9 000 m³/j.

-Le tableau de l'annexe 3 fixant les valeurs limites et la fréquence des analyses pour les rejets aqueux au canal 3.4 est remplacé par le tableau suivant :

• ATELIER ANHYDRIDE ACETIQUE

• **CANAL 3.4 (rejetés directement au canal général)**

Seules les eaux de sol et les eaux de refroidissement sont rejetées à ce canal.

PARAMETRES	Concentration/Flux limites	Fréquences d'analyse
Débit	5500 m ³ /j 5000 m ³ /j (à compter du 01/09/2014)	continue
pH	5,5-8,5	continue+hebdomadaire
Température	-	continue
COT	20 mg/l -100 kg/j	journalière
DCO	60 mg/l - 350 kg/j	mensuelle

- L'article 3-6- Valeurs limites de rejets est complété par l'alinéa suivant :

- En complément du suivi imposé à l'ANNEXE 1, un suivi mensuel interne des rejets gazeux du four n°1 est réalisé afin de s'assurer qu'il n'y a pas de dérive sur la concentration des NOx au-delà de la valeur limite d'émission (VLE) autorisée. Un dépassement de la VLE des NOx ainsi constaté devra déclencher immédiatement un deuxième contrôle par un laboratoire agréé.

- L'article 3.8- Contrôles à l'émission est complété par le point 3.8.7 suivant :

3.8.7- Etude sur les émissions de COV

L'exploitant réalise une étude de quantification de toutes les émissions de COV émises dans l'établissement et la remet à l'inspection avant le **31 mars 2014**.

Cette étude est accompagnée des propositions de l'exploitant concernant les améliorations et les éventuels traitements à mettre en place.

-L'article 6.3.3 est remplacé par l'article suivant :

6.3.3 – Etude de dangers

L'étude de dangers de l'établissement est mise à jour à chaque modification intervenant dans l'établissement susceptible d'entraîner un changement notable au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Les autres établissements de la plate-forme sont informés des modifications intervenues dans l'établissement ayant nécessité une mise à jour de l'étude de dangers.

La barrière de sécurité « vanne à fermeture automatique en amont de la canalisation de livraison de l'ammoniac asservie à la mesure de pression » décrite dans le document annexé au courrier du 8 juillet 2013 devra être mise en place au plus tard au 31 décembre 2015.

- Le chapitre II-3- Prévention de la légionellose est remplacé par le chapitre II-3 suivant :

II-3- Prévention de la légionellose

L'installation de refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air doit être exploitée en conformité avec l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2921.

ARTICLE 4

Il est donné acte à la société ACETEX INTERMEDIATES exploitant une unité de production et de stockage d'anhydride acétique sur la plate-forme chimique de Roussillon de la clôture de l'étude de dangers de son établissement remise le 21 septembre 2010 et complétée le 8 juillet 2013.

ARTICLE 5

L'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-07125 du 20 septembre 2010 pris dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) est abrogé et remplacé par l'article 4 suivant :

ARTICLE 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

4.1 Seconde phase d'étude des rejets de substances dangereuses : surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance pérenne dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'annexe 1 du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 3.2 et 3.3 du présent arrêté ;
- périodicité : 1 mesure par trimestre ;

- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation.

Au cours de cette surveillance pérenne, l'inspection des installations classées peut demander par écrit à l'exploitant d'adapter si besoin, en termes de substances ou de périodicité, ce programme de surveillance, au vu du rapport établi en application de l'article 3.2 du présent arrêté et d'éléments complémentaires d'informations connus concernant notamment l'état de la masse d'eau à laquelle le rejet est associé.

D'autres substances pourront également être supprimées sur la base des mêmes critères que ceux définis à l'article 3.3 du présent arrêté et sur demande dûment motivée de l'exploitant.

4.2 Etude technico-économique

L'exploitant fournira au Préfet, pour le **31 mars 2014** au plus tard, une étude technico-économique, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021 répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 3 du présent arrêté :

1. Pour les substances dangereuses prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la directive 2000/60/CE : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et de suppression à l'échéance 2021 (2028 pour anthracène et endosulfan) ;
2. Pour les substances prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la directive 2000/60/CE : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021 ;
3. Pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, émises avec un flux supérieur à 20 % du flux admissible dans le milieu : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021 ;
4. Pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, émises avec un flux inférieur à 20 % du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la norme de qualité environnementale n'est pas respectée : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021.

Cette étude devra mettre en exergue les substances dangereuses dont la présence dans les rejets doit conduire à les supprimer, à les substituer ou à les réduire, à partir d'un examen approfondi s'appuyant notamment sur les éléments suivants :

- les résultats de la surveillance prescrite ;
- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques à l'origine de l'émission des substances dangereuses au sein de l'établissement ;
- un état des perspectives d'évolution de l'activité (procédé, niveau de production ...) pouvant impacter dans le temps qualitativement ou quantitativement le rejet de substances dangereuses ;
- la définition des actions permettant de réduire ou de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances. Sur ce point, l'exploitant devra faire apparaître explicitement les mesures concernant la ou les substances dangereuses prioritaires et celles liées aux autres substances. Les actions mises en œuvre et/ou envisagées devront répondre aux enjeux vis à vis du milieu, notamment par une comparaison, pour chaque substance concernée, des flux rejetés et des flux admissibles dans le milieu. Ce plan d'actions sera assorti d'une proposition d'échéancier de réalisation.

Pour chacune des substances pour lesquelles l'exploitant propose des possibilités de réduction ou de suppression, celui-ci devra faire apparaître dans l'étude susvisée l'estimation chiffrée pour chaque substance concernée, du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %).

4.3 Rapport de synthèse de la surveillance pérenne

L'exploitant doit fournir, pour le **31 décembre 2015** au plus tard, un rapport de synthèse de la surveillance pérenne sur le même modèle que celui prévu à l'issue de la surveillance initiale et défini à l'article 3.2 du présent arrêté.

Ce rapport devra conduire l'exploitant à proposer la nature du programme de surveillance à poursuivre selon les dispositions de l'article 3.3 et en fonction des conclusions de l'étude technico-économique visée au point 4.2 lorsqu'une telle étude aura été réalisée.

4.4 Actualisation du programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit le programme de surveillance dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées dans **l'annexe 1** du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi en référence aux articles 4.3 et 3.3 du présent arrêté ;
- périodicité : 1 mesure par trimestre ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'évolution dans les produits, les procédés, les opérations ou les pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission dans les rejets de nouvelles substances dangereuses au sein de l'établissement, l'exploitant est tenu d'actualiser le cadre de sa surveillance à ces nouvelles substances jusqu'à la vérification du respect des dispositions définies à l'article 3.3.

Il en informera l'inspection des installations classées.

4.5 : Rapportage de l'état d'avancement de la surveillance des rejets

4.5.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application des articles 3.1, 4.1 et 4.4 susvisés sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, lorsque celui-ci sera rendu opérationnel pour la région Rhône-Alpes et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique **avant la fin du mois N+1**.

Si ce site n'est pas accessible au moment de la déclaration, l'exploitant devra déclarer ses résultats sur le site mis en place par l'INERIS à cet effet (<http://rsde.ineris.fr>), à la même fréquence et dans les mêmes conditions.

Si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration susvisé, il est tenu d'informer l'inspection des installations classées et dans ce cas de lui transmettre mensuellement par écrit **avant le 15 du mois N+1** un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées aux articles 3.1 et 4.1.

4.5.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 4 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des

déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 pour les émissions de substances dangereuses dans l'eau ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection des installations classées, notamment dans le cas d'émissions dans le sol pour les boues produites par l'installation faisant l'objet d'un plan d'épandage.

